

Hubert - Vedrine

HUBERT VEDRINE

5/4/93

CONSEIL RESTREINT DU VENDREDI 2 AVRIL 1993

SUR LE RWANDA

PARTICIPANTS : PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - PREMIER MINISTRE -
MR JUPPE - MR LEOTARD - MR ROUSSIN - MR VEDRINE - GENERAL QUESNOT
MR DELAYE - MR BOIDEVAIX - AMIRAL LANXADE - GENERAL RANNOU -
CONTRE-AMIRAL LECOINTRE - MR FOGUIER.

SECRETARIAT : MR DENOIX de SAINT MARC - GENERAL HUCHON.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Commençons par la situation militaire.

MINISTRE DE LA DEFENSE

La situation est d'une grande gravité et d'une grande urgence. Le FPR est en progression vers KIGALI. Il avance avec des troupes en civil. Sur place, il y a 600 ressortissants français et 1500 d'autres nationalités.

Nous avons déjà retiré deux compagnies et il nous reste 300 hommes environ face à une progression de plusieurs milliers d'hommes qui viennent du Nord.

La situation est redoutable.

Si nous devons rester, il faudrait envisager un renforcement qui pourrait aller jusqu'à 1200 hommes.

Il est difficile de rester dans le statu quo actuel.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Monsieur le Chef d'Etat-Major des Armées ?

CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

Je confirme en effet que le FPR n'applique pas les accords de cessez-le-feu et continue de se déployer. Il y a des mouvements d'hommes et de matériels en provenance d'OUGANDA. Ceci demeure possible car il n'y a pas d'observateurs sur la frontière rwando-ougandaise.

Nous allons vers une rupture à ARUSHA due à une surenchère du FPR.

Nous devons envisager une offensive FPR dans le courant de la semaine prochaine.

Il ne nous reste que deux compagnies sur place et il y a plusieurs centaines de milliers de réfugiés aux portes de KIGALI.

L'alternative est soit d'évacuer nos ressortissants et nos compagnies, soit de s'opposer à la prise de KIGALI, mais alors il faut envisager de recourir à l'action directe de nos forces.

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

La situation est difficile. Il y a des risques de massacres si nous partons et un risque de défiance africaine vis-à-vis de la France. Mais, par contre, si nous renforçons nous nous enfonçons dans ce dossier.

Nous ne pouvons pas partir.

Mais il faut intensifier notre action diplomatique et nos pressions vis-à-vis du FPR, notamment notre action à l'ONU bien que ce soit difficile.

Même si nous effectuons le renforcement, lançons notre action diplomatique.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

La menace des Nations Unies a été utilisée pour stabiliser la situation. MUSEVENI ne souhaite pas s'exposer à une condamnation internationale.

Les Nations Unies peuvent faire beaucoup sur le plan psychologique, même si leur action sur le terrain n'est pas immédiate.

MINISTRE DE LA COOPERATION

J'ai les mêmes informations que les autres ministères. Je souhaite être présent sur ce dossier. Nous allons être amenés à reconstituer les matériels, les munitions. Nous avons déjà beaucoup de dettes vis-à-vis du Ministère de la Défense. Mais le Ministère de la Coopération doit participer plus activement à ce dossier.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Cela se passera sûrement comme cela car cela dépend de Monsieur le Premier Ministre. Monsieur le Premier Ministre ?

PREMIER MINISTRE

Le statu quo n'est pas tenable. Nos forces sont trop faibles. Nous devons être davantage présents. Compte tenu des effectifs disponibles nous pouvons mettre un millier de plus, mais il faut savoir combien de temps nous pouvons tenir.

Il faut apporter des moyens supplémentaires à nos forces. L'objectif est de trouver une solution durable.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Nous avons des accords de coopération avec de nombreux pays. Ils datent de longtemps, bien avant mon élection.

La règle est qu'il n'y a intervention française que s'il y a agression extérieure et non pas s'il y a un conflit tribal.

Ici c'est mélangé, car il y a le problème tutsi. Le Président MUSEVENI est lui même apparenté tutsi.

On doit faire comme vous l'avez souhaité, Monsieur le Premier Ministre.